2007-05349/

L'ÉCONOMIE EN BREF

MINISTÈRE DES FINANCES JANVIER 2007

APERÇU

- Le produit intérieur brut (PIB) réel a connu une croissance de 1,7 % au troisième trimestre de 2006 après une hausse de 2,0 % au deuxième trimestre.
- La croissance de la demande intérieure finale réelle a ralenti au troisième trimestre pour s'établir à 2,8 %, en baisse par rapport à 3,6 % au deuxième trimestre. L'investissement résidentiel a reculé de 8,2 %. La croissance des dépenses du gouvernement au titre des biens et des services a ralenti, en raison surtout de la réduction progressive des dépenses liées au recensement. L'accumulation des stocks des entreprises a aussi diminué.
- Les exportations réelles ont progressé après deux trimestres consécutifs à la baisse, alors que la croissance des importations a ralenti. Le commerce international n'a donc eu qu'une légère incidence négative sur la croissance. L'excédent du compte courant, qui était de 18,7 milliards de dollars au deuxième trimestre, a légèrement augmenté de 1,6 milliard. S'établissant à 1,4 % du PIB nominal, il s'agit du 29e excédent trimestriel consécutif.
- L'emploi a progressé de 0,4 % au troisième trimestre, ce qui est bien moins que la croissance de 3,1 % au deuxième trimestre. Le taux de chômage a augmenté légèrement, passant de 6,2 % en octobre à 6,3 % en novembre.

Croissance de 1,7 % du PIB réel

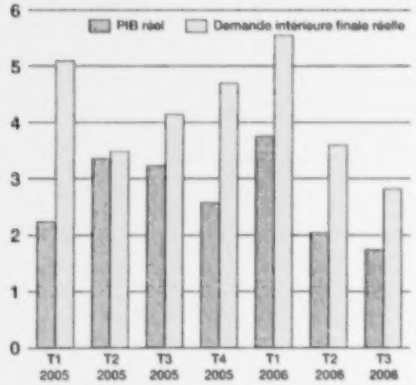
Le PIB réel a augmenté de 1,7 % au troisième trimestre de 2006. La croissance de la demande intérieure finale a ralenti mais s'est quand même maintenue à un bon rythme (graphique 1).

Dépenses de consommation soutenues

Les dépenses de consommation réelles ont progressé de 4,2 % au troisième trimestre après des hausses de 3,8 % au deuxième trimestre et de 4,8 % au premier (graphique 2). Les dépenses relatives aux biens durables, semi-durables et non durables ainsi qu'aux services ont toutes augmenté. Fait à noter, les ventes de véhicules automobiles ont repris après avoir diminué au deuxième trimestre.

Le revenu personnel a augmenté de 5,3 % au troisième trimestre. Le revenu du travail a progressé de 4,4 % après s'être accru de 1,1 % au deuxième

Graphique 1
Croissance du PIB réel et de la demande intérieure finale réelle
% (taux annuel)



Nota – Sauf indication contraire, les données et les variations en pourcentage sont en taux annuels. Les données qui paraissent dans le présent document sont celles du 12 décembre 2006, en fin de journée.

Principaux indicateurs économiques
(Variation en pourcentage en taux annuels, sauf indication contraire)

	2004	2005	T1 2006	T2 2006	T3 2006	Date la plus récente	
Produit intérieur brut réel	3,3	2,9	3,8	2,0	1,7		–
Demande intérieure finale	4,2	4,3	5,6	3,6	2,8		–
Dépenses publiques							–
Biens et services	3,0	2,7	3,3	4,9	0,7		–
Immobilisations brutes	3,3	6,8	6,7	3,4	0,5		–
Dépenses de consommation	3,3	3,9	4,8	3,8	4,2		–
Investissement résidentiel	7,8	3,2	14,2	-4,8	-8,2		–
Investissements fixes des entreprises	9,1	9,4	8,1	5,4	7,0		–
Construction non résidentielle	7,4	7,9	8,4	3,0	4,7		–
Machines et matériel	10,3	10,5	7,9	7,4	8,9		–
Investissements en stocks des entreprises (G$)	9,7	15,5	11,5	18,6	15,3		–
Exportations	5,2	2,1	-3,8	-1,7	3,6		–
Importations	8,2	7,1	-2,0	8,6	4,1		–
Solde du compte courant							
(nominal; G$)	27,6	31,8	42,1	18,7	20,3		–
(% du PIB)	2,1	2,3	2,9	1,3	1,4		–
Revenu personnel nominal	5,0	5,0	11,7	-1,2	5,3		–
Revenu personnel disponible nominal	4,7	4,2	14,6	-1,9	5,7		–
Revenu personnel disponible réel	3,2	2,5	12,8	-3,8	5,6		–
Bénéfices avant impôts	18,3	10,6	-13,3	2,6	11,2		–
Coûts et prix (%, une année sur l'autre)							
Indice implicite du PIB	3,0	3,2	3,7	2,9	1,4		–
Indice des prix à la consommation	1,9	2,2	2,4	2,6	1,7	0,9	Oct. 2006
Indice de référence[1]	1,6	1,6	1,7	1,8	2,1	2,3	Oct. 2006
Coûts unitaires de main-d'œuvre	1,7	2,3	2,8	2,1	1,6		
Règlements salariaux (total)	1,8	2,3	2,2	2,7	2,6	2,5	Sept. 2006
Marché du travail							
Taux de chômage (%)	7,2	6,8	6,4	6,2	6,4	6,3	Nov. 2006
Croissance de l'emploi	1,8	1,4	1,6	3,1	0,4	1,6	Nov. 2006
Marchés financiers (moyenne)							
Taux de change (¢US)	77,0	82,6	86,6	89,1	89,2	86,81	12 déc. 06
Taux préférentiel (%)	4,0	4,4	5,3	5,9	6,0	6,00	12 déc. 06

Nota – Les données réelles sont en dollars chaînés de 1997.

[1] L'indice de référence exclut huit des composantes les plus volatiles du panier de l'IPC ainsi que l'effet des modifications des impôts indirects sur les autres composantes.

Sources : Statistique Canada, Banque du Canada et Ressources humaines et Développement social Canada

trimestre, la hausse des traitements et des salaires par employé ayant plus que compensé le ralentissement de la croissance de l'emploi. Le revenu personnel disponible réel a progressé de 5,6 %; par habitant, il a augmenté de 4,3 %, en hausse de 22 % par rapport au creux du deuxième trimestre de 1996. Le taux d'épargne des particuliers s'est établi à 1,5 %, en hausse par rapport à 1,2 % au trimestre précédent.

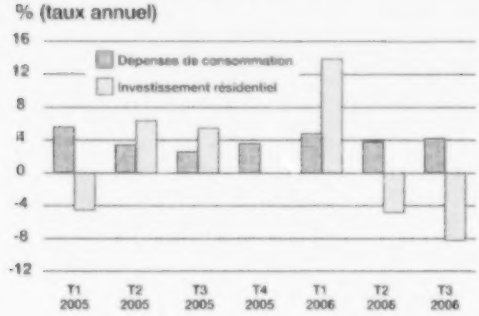
Diminution de l'investissement résidentiel

L'investissement résidentiel a chuté de 8,2 % au troisième trimestre après une baisse de 4,8 % au trimestre précédent (graphique 2). L'activité dans le domaine de la construction a fléchi de 12,5 %, le nombre de mises en chantier ayant diminué pour un deuxième trimestre consécutif. L'activité sur le marché de la revente a également reculé, ce qui a fait baisser les commissions des agents et les coûts de transfert des propriétés. Les dépenses en rénovations ont augmenté de 3,5 %.

Hausse soutenue des investissements des entreprises en usines et en matériel

En raison de la bonne tenue des bénéfices, les dépenses des entreprises en usines et en matériel ont augmenté pour un 15e trimestre consécutif, la hausse s'élevant à 7 %. La construction non résidentielle a progressé de 4,7 % grâce à l'essor des projets d'ingénierie. Toutefois, les travaux de construction d'immeubles, comme les tours de

Graphique 2
Croissance des dépenses de consommation et de l'investissement résidentiel



bureaux et les centres commerciaux, ont diminué pour le deuxième trimestre de suite.

Les investissements en machines et en matériel ont progressé de 8,9 %; il s'agit d'une 15e hausse d'affilée. Les dépenses en immobilisations des entreprises ont augmenté pour les véhicules automobiles, les ordinateurs, les logiciels et le matériel industriel, mais elles ont diminué pour le matériel de télécommunications.

Ralentissement de l'accumulation de stocks par les entreprises

Les entreprises ont ajouté 15,3 milliards de dollars à leurs stocks au troisième trimestre, soit moins que les 18,6 milliards de dollars accumulés au deuxième trimestre. Les stocks des grossistes et des détaillants ont diminué tandis que ceux des manufacturiers augmentaient, les importations de véhicules automobiles ayant dépassé les ventes intérieures. Malgré une accumulation globale moins importante, le ratio des stocks aux ventes a augmenté pour atteindre son niveau le plus élevé en plus de deux ans.

Hausse des exportations après deux baisses

Les exportations réelles ont augmenté de 3,6 % au troisième trimestre, après avoir enregistré deux baisses consécutives (graphique 3). Les exportations de biens industriels et de machines et de matériel ont fait un bond, en raison de la vigueur des investissements des entreprises américaines. Toutefois, les exportations de produits de l'automobile, de voitures, de camions et de pièces ont chuté, ce qui s'explique sans doute par la baisse, au trimestre précédent, des ventes aux États-Unis de véhicules automobiles produits en Amérique du Nord. Les exportations de services ont chuté de 5,6 %.

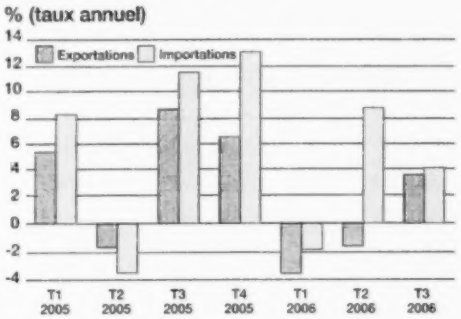
Hausse des importations supérieure à celle des exportations

La croissance des importations réelles a ralenti pour s'établir à 4,1 %, par rapport à 8,6 % au deuxième trimestre; il s'agit de la 12e hausse consécutive depuis que le dollar canadien a commencé à s'apprécier à la fin de 2002. Les gains marqués au chapitre des machines et du matériel et des produits de l'automobile ont plus que compensé la baisse des importations de biens industriels. L'accroissement des importations dans le secteur de l'automobile s'explique par une hausse de plus de 10 % des ventes de véhicules au Canada. La hausse des importations de machines et de matériel a été stimulée par l'augmentation des dépenses des entreprises. Les importations de services ont chuté de 5,4 %.

Légère hausse de l'excédent du compte courant

Au troisième trimestre, le recul des termes de l'échange a renforcé la légère incidence négative des mouvements de la balance commerciale réelle sur l'excédent commercial nominal. Les prix des importations ont augmenté plus fortement que ceux des exportations, par suite de la hausse des prix des produits de l'énergie importés et de la baisse des prix de ces produits à l'exportation. L'excédent commercial a baissé de 3,0 milliards de dollars pour s'établir à 31,9 milliards. Toutefois, le déficit du revenu de placement a diminué de 4,4 milliards de dollars, par suite de la hausse des bénéfices que les Canadiens ont tirés des investissements directs à l'étranger. L'excédent du compte courant a augmenté légèrement de 1,6 milliard de dollars pour s'établir à 20,3 milliards, soit 1,4 % du PIB nominal.

Graphique 3
Croissance des exportations réelles et des importations réelles



Bénéfices soutenus pour les sociétés

Au troisième trimestre, les bénéfices des sociétés ont grimpé de 11,2 %. Leur part du PIB nominal est ainsi passée de 13,7 % au deuxième trimestre à 14,0 % au troisième. C'est un peu en deçà du sommet de la fin de 2005, la moyenne historique étant de 10,2 % (graphique 4). La hausse des prix des métaux a fait grimper les bénéfices de l'exploitation minière, et des prix élevés ont contribué à faire augmenter les bénéfices des fabricants de produits du pétrole et de charbon. Les secteurs de la construction et des banques ont également enregistré des gains solides.

Faible inflation des prix à la consommation

Après avoir baissé de 0,4 % au deuxième trimestre, l'indice implicite du PIB, qui fournit une mesure globale des prix, a progressé de 0,5 % au troisième trimestre. Il s'établit ainsi à 1,4 % de plus que le niveau enregistré un an auparavant.

Mesurée d'une année sur l'autre, l'inflation des prix à la consommation a baissé, passant de 2,8 % en mai à 0,9 % en octobre, en partie à cause de la réduction de la taxe sur les produits et services et de la baisse des prix de l'énergie. L'inflation mesurée par l'indice de référence, qui exclut les huit éléments les plus volatils de l'IPC et l'effet des changements des impôts indirects, s'établissait à 2,3 % en octobre, juste au-dessus de la cible de 2 %.

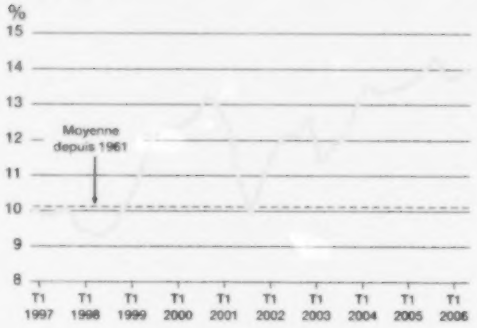
Légère hausse du faible taux de chômage

De faibles pertes nettes d'emplois en juin, en juillet et en août ont limité la croissance de l'emploi à 0,4 % au troisième trimestre. Toutefois, la croissance soutenue de l'emploi en octobre et en novembre a porté à 283 200 le nombre net d'emplois créés au Canada depuis la fin de 2005, ce qui représente une saine progression. Le taux d'activité était de 67,2 % en novembre, en hausse par rapport à 67,1 % en octobre.

Après être descendu à 6,1 % en mai et en juin (son niveau le plus bas en plus de 30 ans), le taux de chômage a légèrement augmenté. En novembre, il était de 6,3 %, en hausse par rapport à 6,2 % en octobre, mais en baisse par rapport à 6,5 % en août.

La productivité horaire du travail pour l'ensemble de l'économie a augmenté de 0,3 % au troisième trimestre après avoir diminué, pour la première fois en deux ans, de 0,3 % au deuxième trimestre. Le coût en main-d'œuvre par unité produite a augmenté au troisième trimestre, s'établissant à 1,6 % de plus qu'un an auparavant.

Graphique 4
Bénéfices avant impôts en proportion du PIB nominal



Maintien du taux directeur de la Banque du Canada

Le 5 décembre, la Banque du Canada a maintenu pour la quatrième fois de suite son taux directeur – le taux cible du financement à un jour – à 4,25 %, après sept hausses de 0,25 point de pourcentage en neuf mois jusqu'en mai 2006. La Banque a indiqué qu'elle « juge à l'heure actuelle que le taux cible du financement à un jour se trouve à un niveau compatible avec la réalisation de la cible d'inflation à moyen terme ». Le 12 décembre, à la suite de la décision du Federal Open Market Committee, la Réserve fédérale américaine a maintenu son taux directeur à 5,25 % pour la quatrième fois d'affilée. Auparavant, elle avait observé une politique de resserrement monétaire depuis juin 2004, haussant son taux à 17 reprises. Les taux d'intérêt américains sont supérieurs aux taux canadiens pour l'ensemble des échéances.

Le 12 juin, les prix des produits de base demeurant élevés, le dollar canadien a clôturé à 91,05 cents américains, son plus haut niveau en 28 ans. Il a fléchi par la suite, clôturant à 86,81 cents américains le 12 décembre.

Statistique Canada est la principale source des données contenues dans cette publication. Pour toute demande d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au 613-995-2855. Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Steven James au 613-992-4321. Cette publication se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.